

Conditions Internationales de Vente de la société Naue GmbH & Co. KG

§ 1 Application des présentes Conditions Internationales de Vente

1. Les stipulations des présentes Conditions Internationales de Vente font partie intégrante de tout contrat de vente conclu à partir du 1er Juillet 2024. Les conditions générales d'achat de l'acheteur ne s'appliquent pas si elles sont contraires aux présentes Conditions Internationales de Vente ou si elles dérogent à celles-ci ou à la loi, même si nous n'avons pas déclaré que nous nous y opposons ou si nous fournissons ou acceptons des prestations.
2. Les présentes Conditions Internationales de Vente ne s'appliquent pas si le produit est acheté pour un usage personnel ou familial et si nous savions ou aurions dû savoir avant la conclusion du contrat ou au moment de celle-ci qu'il était destiné à un tel usage. L'acheteur déclare qu'il n'achète le produit, ni pour son usage personnel, ni pour une utilisation au sein d'une famille ou d'un ménage.

§ 2 Conclusion du contrat de vente

1. Tout contrat de vente nécessite une commande écrite de l'acheteur.
2. Nous disposons d'un délai de quatorze (14) jours civils à compter de la réception de la commande de l'acheteur pour accepter celle-ci par l'envoi d'une confirmation de commande (ci-après « la Confirmation de commande »).

§ 3 Loi applicable

1. Le contrat de vente est soumis à la Convention des Nations-Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (ci-après « la CVIM » ou « la Convention de Vienne ») dans sa version en langue anglaise du 11.04.1980 et, à titre subsidiaire, au Code suisse des obligations pour tout ce qui n'est pas prévu par la CVIM. La CVIM s'applique de la même manière aux conventions relatives à la compétence judiciaire et arbitrale.
2. En cas d'utilisation de clauses commerciales, les Incoterms 2010 de la Chambre de commerce internationale s'appliquent en tenant compte des dispositions prévues par les présentes Conditions Internationales de Vente.

§ 4 Qualités exigées du produit, droits de tiers

1. Le produit à fournir doit être conforme aux spécifications et exigences de qualité indiquées dans la Confirmation de commande ainsi qu'aux fiches techniques du produit. Si aucune spécification ou exigence de qualité ne figure dans la Confirmation de commande ou les fiches techniques, le produit est réputé conforme au contrat s'il est adapté à sa destination habituelle en Allemagne et aux usages auxquels un produit de même nature est habituellement destiné en Allemagne. Sauf stipulation contraire expressément convenue, le produit n'a pas à être conforme à la législation ou aux règles applicables dans un pays autre que l'Allemagne. L'acheteur s'engage à respecter scrupuleusement les instructions d'installation du produit éventuellement fournies par nos soins, une utilisation et/ou une installation non conforme pouvant altérer les capacités du produit.
2. Si l'acheteur a l'intention d'utiliser le produit dans des conditions inhabituelles ou dans des conditions susceptibles d'entraîner un risque particulier pour la sécurité ou la santé des personnes

ou l'environnement, il est tenu de nous en informer par écrit avant la conclusion du contrat de vente.

3. Les droits et titres de tiers (notamment ceux fondés sur un droit de propriété ou de propriété intellectuelle) ne peuvent être considérés comme un vice juridique que si ces droits et/ou titres sont en vigueur et enregistrés en Allemagne et empêchent l'utilisation du produit en Allemagne.

§ 5 Obligation de livraison, transfert des risques

1. Nous avons l'obligation de livrer le produit désigné dans la Confirmation de commande. Le produit sera livré emballé, à moins qu'il ne soit conforme à nos usages commerciaux de le transporter sans emballage.
2. Si aucun autre délai de livraison ou clause Incoterm n'a été convenu, la livraison doit être effectuée soit par FCA Gewerbestr. 2, 32339 Espelkamp/Allemagne Incoterms 2020, soit par FCA Markneukircher Strasse 2-4, 08626 Adorf/Allemagne Incoterms 2020, en fonction du lieu de production.
3. Le respect de la date ou du délai de livraison indiqué dans la Confirmation de commande n'est pas une obligation essentielle du contrat. Le non-respect de la date ou du délai de livraison indiqué dans la Confirmation de commande n'est pas constitutif d'une violation majeure du contrat. Si un délai de livraison a été convenu, nous nous réservons le droit de fixer la date précise à laquelle le produit sera livré pendant ce délai.
4. Le respect du délai ou de la date de livraison suppose que l'acheteur exécute en temps utile toutes les obligations qui lui incombent. L'acheteur est notamment tenu de fournir toutes les autorisations, tous les dessins, etc. et/ou de valider les documents nécessaires et de payer à leur échéance toute somme due.
5. Nous pouvons effectuer des livraisons partielles et facturer celles-ci séparément.
6. Les risques sont transférés à la livraison conformément à la clause Incoterms convenue. Si l'acheteur ne prend pas livraison du produit, les risques sont transférés au moment où il aurait dû exécuter son obligation de prendre livraison.
7. A titre complémentaire aux droits dont nous bénéficions en vertu de la loi, nous pouvons suspendre l'exécution de nos obligations si nous pouvons raisonnablement craindre que l'acheteur ne respecte pas les obligations qui lui incombent en vertu du contrat de vente, notamment qu'il ne soit pas en mesure de payer à son échéance le prix de vente convenu.

§ 6 Bon de livraison, facture et autres documents

1. Nous remettons à l'acheteur un bon de livraison conforme aux standards usuels chez nous.
2. Nous ne sommes pas tenus d'effectuer les formalités nécessaires à l'exportation, quelle que soit la clause Incoterms convenue. Toutefois, nous demanderons toutes les licences d'exportation et procéderons aux formalités douanières aux frais, risques et périls de l'acheteur si celui-ci nous fournit toutes les informations nécessaires.
3. Les seuls documents que nous sommes obligés de fournir à l'acheteur sont ceux qui figurent expressément dans la confirmation de Commande.

§ 7 Obligation de payer le prix

1. L'acheteur a l'obligation de payer le prix de vente par virement sur le compte indiqué par nos soins. Le lieu d'exécution du paiement est 32339 Espelkamp/Allemagne. Les frais bancaires

générés hors d'Allemagne sont à la charge de l'acheteur. Le montant dû doit être payé sans aucune déduction. Le paiement est exigible à la date indiquée dans la Confirmation de commande ou pendant le délai fixé dans celle-ci, étant précisé que ce délai court à compter de la date de facturation. Si la Confirmation de commande ne mentionne, ni date, ni délai de paiement, la facture est payable dans les 30 (trente) jours civils qui suivent la date de facturation. L'exigibilité du prix de vente n'est pas subordonnée à l'acceptation du produit par l'acheteur.

2. Les prix convenus s'entendent hors T.V.A. au taux en vigueur à la date de livraison.
3. L'acheteur ne peut exercer un droit de rétention ou suspendre l'exécution de ses obligations que si la créance qu'il invoque est incontestée, si elle a été reconnue par nos soins ou établie par la loi ou par une décision ayant autorité de la chose jugée.
4. L'acheteur ne peut procéder à une compensation que si la créance qu'il invoque est incontestée, si elle a été reconnue par nos soins ou établie par la loi ou par une décision ayant autorité de la chose jugée.
5. Si l'acheteur ne règle pas le prix à son échéance, il est tenu de nous régler, pour toute la durée du retard, des intérêts de retard au taux de base de la Deutsche Bundesbank majoré de 9 (neuf) points.

§ 8 Produits non conformes au contrat ou entachés d'un vice juridique

1. Le produit est non conforme au contrat si, au moment du transfert des risques, il ne répond pas de façon notable aux exigences prévues à l'article 4, alinéas 1 et 2 des présentes.
2. Le produit est entaché d'un vice juridique si, au moment du transfert des risques, il ne répond pas de façon notable aux exigences prévues à l'article 4, alinéa 3 des présentes.

§ 9 Obligation de vérifier le produit et de notifier les défauts

1. L'acheteur a l'obligation d'examiner le produit afin d'identifier toute non-conformité de sa nature, de sa quantité, de sa qualité ou de son emballage, dès lors que cette obligation ne constitue pas une restriction des dispositions légales. L'acheteur doit se faire assister de tiers externes si cet examen ne peut être correctement effectué sans cette assistance.
2. Toute non-conformité au contrat doit être notifiée par écrit dans un délai de dix (10) jours civils. Ce délai court dès la livraison, pour les non-conformités apparentes et, dans tous les autres cas, à partir du moment où l'acheteur a découvert la non-conformité ou aurait dû la découvrir. La désignation et la description de la non-conformité doivent être formulées par écrit et de façon suffisamment précises pour nous permettre d'y remédier.
3. Sauf clauses contraires prévues ci-dessus, les dispositions légales sont applicables. Celles-ci s'appliquent également en cas de vices juridiques.

§ 10 Délai de prescription

Les droits que l'acheteur peut exercer en cas de produits non-conformes au contrat ou entachés d'un vice juridique sont prescrits à la fin d'une (1) année à compter de leur livraison. Cette clause ne s'applique pas aux droits pouvant être exercés en cas de violation du contrat par dol, faute intentionnelle ou négligence grave ou en cas d'atteinte à l'intégrité physique, à la vie ou à la santé.

§ 11 Recours en cas de produits non conformes ou entachés d'un vice juridique, limitation de la responsabilité

1. En cas de livraison d'un produit non conforme au contrat, l'acheteur ne peut demander un remplacement, une réparation, une réduction du prix ou la résolution de la vente que dans les conditions prévues par la loi.
2. Si l'exécution des obligations résultant de la garantie des vices est plus coûteuse pour nous du fait que l'acheteur a transféré le produit en un autre lieu que celui indiqué dans la Confirmation de commande ou, en l'absence d'indication dans celle-ci, en un lieu qui ne correspond pas à son siège social, les frais supplémentaires sont à la charge de l'acheteur.
3. Un remplacement ou une réparation n'a pas pour effet de faire recourir ou de prolonger le délai de prescription.
4. En cas de livraison d'un produit non conforme au contrat ou entaché d'un vice juridique ou en cas de violation de toute autre obligation résultant du contrat de vente ou des relations commerciales, l'acheteur ne peut réclamer réparation de son préjudice que dans les conditions ci-dessous, l'invocation de tout autre fondement (notamment extracontractuel) étant exclue:
 - a. Notre responsabilité ne peut être engagée au titre du comportement de fournisseurs ou de sous-traitants. De surcroît, nous n'indemnisons pas le préjudice dans la mesure où l'acheteur a contribué à la réalisation de celui-ci.
 - b. Il appartient à l'acheteur de prouver que nos gérants, salariés ou autres employés ont manqué intentionnellement ou par négligence à une obligation leur incombant à l'égard de l'acheteur.
 - c. Si notre responsabilité est engagée en raison d'une livraison tardive ou d'une absence de livraison du produit, l'indemnisation qui peut nous être réclamée est limitée pour chaque semaine entière à un montant égal à 0,5 pour cent du prix d'achat net du produit livré avec retard ou non livré, étant précisé que ce montant est plafonné à cinq pour cent de ce prix. Si notre responsabilité est engagée en raison de la livraison d'un produit non conforme au contrat et/ou entaché d'un vice juridique, l'indemnisation qui peut nous être réclamée est limitée au prix d'achat net du produit concerné.
 - d. Par dérogation aux stipulations de l'article 11, alinéa 4 c), la réparation du préjudice résultant d'un manque à gagner, d'une perte d'exploitation ou d'une privation de jouissance ne peut nous être réclamée.
 - e. Les limitations prévues à l'article 11, alinéa 4 ci-dessus ne s'appliquent pas
 - en cas d'atteinte à la vie, à l'intégrité physique ou à la santé,
 - en cas de dol, de faute intentionnelle ou de négligence grave de notre part,
 - si notre responsabilité est engagée en application de dispositions impératives de la loi relative à la responsabilité du fait des produits ou
 - si notre responsabilité ne peut être exclue ou limitée en vertu de la loi applicable.
5. Sauf clauses contraires prévues ci-dessus, les dispositions légales sont applicables. Tout recours fondé sur des fondements juridiques concurrents, notamment sur un fondement non contractuel, est exclu. De la même manière, toute action fondée sur l'inexécution de nos obligations contractuelles, qui serait dirigée personnellement contre nos organes sociaux, des employés, collaborateurs ou représentants, est exclue.

§ 12 Droits afférents aux documents, etc.

Nous nous réservons tous les droits de propriété intellectuelle afférents à l'ensemble des documents, images, dessins, etc. réalisés par nos soins (ensemble « les Documents ») dans le cadre de l'exécution des obligations résultant du contrat de vente. Nous sommes les seuls propriétaires de ces Documents.

§ 13 Divers

1. Nous nous réservons la propriété des produits livrés jusqu'au règlement de toutes les créances que nous détenons à l'encontre de l'acheteur.
2. Nous ne sommes pas obligés de fournir des prestations non prévues dans la Confirmation de commande ou dans les présentes Conditions Internationales de Vente.
3. Nous avons le droit de résilier les contrats de vente si l'exécution est ou devient interdite par la loi. L'acheteur ne peut prétendre à des dommages-intérêts ou au remboursement de frais à notre encontre du fait de la résiliation, à moins que nous ne soyons responsables des circonstances qui nous ont autorisés à résilier les contrats de vente.
4. Le contrat de vente n'est complété par aucun accord accessoire.
5. Toute modification du contrat de vente conclu doit être confirmée par nos soins dans un document dûment revêtu de notre signature.
6. L'acheteur s'interdit de céder à quiconque les droits et obligations résultant pour lui de ses rapports avec nous.
7. Le lieu d'exécution de la livraison est défini par la clause Incoterms convenue. Le lieu d'exécution du paiement est défini à l'article 7, alinéa 1 ci-dessus. Toutes les autres obligations doivent être exécutées à 32339 Espelkamp/Allemagne, même si la clause Incoterm convenue prévoit un autre lieu. La présente stipulation s'applique également à la livraison d'un produit de remplacement et à la réparation d'un défaut ainsi qu'à la restitution réciproque en cas de résolution de la vente, sous réserve de notre obligation de réparer le préjudice conformément aux présentes Conditions Internationales de Vente.
8. Dans toute communication, déclaration, notification etc. (ensemble « les Notifications »), seules les langues allemande et anglaise peuvent être utilisées. Les notifications envoyées par fax ou par courriel répondent aux exigences prévues pour la forme écrite. Le respect de cette forme ne nécessite pas une signature, sauf si celle-ci est expressément exigée par les présentes Conditions Internationales de Vente.

§ 14 Clause compromissoire et attribution de juridiction

1. Tous les litiges résultant du contrat de vente ou des présentes Conditions Internationales de Vente ou présentant un rapport avec leurs stipulations, y compris les litiges de nature contractuelle ou extracontractuelle, les litiges relevant de la législation en matière d'insolvabilité ou portant sur la validité, la nullité, la violation ou la résolution du contrat de vente ainsi que tout autre litige au titre des relations commerciales (en ce compris leur terminaison) entre nous et l'acheteur, seront définitivement tranchés dans le cadre d'une procédure d'arbitrage mise en œuvre conformément au règlement d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI) par un ou plusieurs arbitre(s) désigné(s) conformément à ce règlement. La procédure d'arbitrage se déroulera à Zurich/Suisse en langue allemande.
2. Toutefois, au lieu d'engager une procédure d'arbitrage conformément à l'article 14, alinéa 1 ci-dessus, nous pouvons saisir les tribunaux étatiques compétents à 32339 Espelkamp/Allemagne et/ou au siège de l'acheteur.

§ 15 Clause de sauvegarde

Si l'une ou l'autre stipulation des présentes Conditions Internationales de Vente est ou devient nulle en tout ou en partie, la validité de toutes les autres stipulations ne sera pas mise en cause.

Nous et l'acheteur avons l'obligation de remplacer la stipulation nulle par une clause conforme à la loi et correspondant dans toute la mesure du possible au contenu économique visé par la clause nulle.

Espelkamp/Allemagne, Juillet 2024